

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
SOMMAIRE	5
LISTE DES CONTRIBUTEURS	9

INTRODUCTION GÉNÉRALE

MAURICE KAMTO et JEAN MATRINGE 13

PREMIÈRE PARTIE. BASES THÉORIQUES

TITRE I.

LES NOTIONS D'ÉTAT ET DE DROIT CONSTITUTIONNEL ET QUESTIONS MÉTHODOLOGIQUES

CHAPITRE 1.	
SUR LA NOTION DE DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN	21
	MAURICE KAMTO
Section 1. Existe-t-il un droit constitutionnel africain ?.....	22
§ 1. <i>De l'existence d'un droit constitutionnel africain – Question terminologique</i>	22
§ 2. <i>Caractéristiques majeures du constitutionnalisme africain</i>	24
Section 2. Considérations méthodologiques	27
§ 1. <i>De la thèse du « mimétisme » à la théorie de la « migration constitutionnelle »</i>	28
A. La qualification des choix constitutionnels africains de « mimétisme constitutionnel ».....	28
1. La thèse	28
2. Critique	30
a. La thèse du mimétisme constitutionnel est historiquement et factuellement fautive.....	31
b. La thèse du mimétisme a passé sous silence les raisons des emprunts juridiques des nouveaux Etats aux anciennes puissances coloniales.....	32
c. La conversion de certains auteurs occidentaux à la critique du mimétisme	34
B. La théorie de la migration constitutionnelle	35
§ 2. <i>L'approche comparative comme outil de mise en évidence des rémanences, des divergences et des convergences</i>	37
A. Bref aperçu de la démarche du droit comparé aux fins de la présente étude	38
B. La pertinence de l'approche du droit comparé dans l'étude du droit constitutionnel africain	39

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

A. Les transferts de compétences	134
B. Les transferts de ressources	136
§ 3. <i>Le contrôle des autorités centrales et le risque de recentralisation de fait</i>	139
A. Des modalités strictes de contrôle de légalité	140
B. Vers une recentralisation de fait	142
Section 2. Les Etats régionaux, quasi fédéraux et fédéraux.....	144
§ 1. <i>Les organes des entités fédérées et la participation dans les instances fédérales</i>	147
A. Les organes des entités fédérées.....	148
B. La représentation des entités fédérées au sein d'une seconde chambre	150
§ 2. <i>Les compétences législatives des entités fédérées</i>	153
A. Les compétences exclusives de l'Etat central.....	153
B. Compétences exclusives des entités fédérées	154
C. Compétences partagées et règle de conflit.....	156
§ 3. <i>Les ressources</i>	158
A. Le partage des ressources nationales.....	159
B. La fiscalité des entités fédérées	161
C. La question cruciale des ressources naturelles.....	162
CHAPITRE 2. L'ETAT DE DROIT DANS LE CONSTITUTIONNALISME AFRICAIN.....	165
ERIC-ADOL T. GATSI	
Section 1. Prolégomènes : Considérations théoriques sur la notion d'Etat de droit	168
§ 1. <i>Conceptions de l'Etat de droit : quelles incidences sur la démocratie et les droits de l'homme ?</i>	168
A. La conception formelle de l'Etat de droit et la protection minimaliste de la démocratie et des droits de l'homme.....	169
B. La conception matérielle de l'Etat de droit et la prétendue protection maximaliste de la démocratie et des droits de l'homme.....	172
§ 2. <i>Etat de droit et cultures juridiques</i>	174
A. Etat de droit et système juridique : critère d'identification et de différenciation d'avec les notions voisines.....	175
B. Etat de droit et idéologies politiques : débat sur son universalisme.....	178
1. L'Etat de droit en Afrique : individualisme v. communautarisme ?.....	179
2. L'Etat de droit dans les sociétés musulmanes : libéralisme v. islamisme ?.....	181
Section 2. Etat de droit, cadre théorique du constitutionnalisme africain.....	183
§ 1. <i>L'influence du constitutionnalisme africain par les techniques de l'Etat de droit formel : La limitation du pouvoir de l'Etat</i>	184
A. La hiérarchie des normes juridiques.....	185
1. La suprématie constitutionnelle ou le principe de constitutionnalité.....	185
2. La responsabilité administrative ou le principe de légalité.....	190
B. La séparation des pouvoirs	195
§ 2. <i>L'inspiration du constitutionnalisme africain par les idéaux de l'Etat de droit matériel : l'homme au centre des préoccupations</i>	198

TABLE DES MATIÈRES

A. La prégnance progressive des valeurs démocratiques	198
B. La protection des droits et libertés.....	202
CHAPTER 3. CUSTOMARY LAW IN LUSOPHONE AFRICA (ANGOLA, GUINEA-BISSAU AND MOZAMBIQUE)	207
FERNANDO LOUREIRO BASTOS	
Section 1. The constitutional and legal framework for the relevance of customary law during the period prior to the independence of Angola, Guinea-Bissau and Mozambique.....	209
Section 2. Attempts at customary law codification during the period prior to the independence of Angola, Guinea-Bissau and Mozambique	212
§ 1. Angola	212
§ 2. Portuguese Guinea	213
§ 3. Mozambique	214
Section 3. Customary law as a source of law in the constitutional law of Angola and Mozambique	216
Section 4. Customary law as a source of law in Guinea-Bissau.....	218
§ 1. <i>The Legal order of Guinea-Bissau</i>	218
§ 2. <i>Project for the Collection and Codification of Customary Law in Force in the Republic of Guinea-Bissau (2008-2011)</i>	219

TITRE III.

LE DROIT CONSTITUTIONNEL ET LA POLITIQUE

CHAPITRE 1.	
LA PRODUCTION DU DROIT CONSTITUTIONNEL EN AFRIQUE	225
MAURICE KAMTO	
Section 1. Une production constitutionnelle protéiforme et confuse dans ses modalités	226
§ 1. <i>La production par le pouvoir constituant originaire :</i> <i>l'établissement d'une nouvelle constitution</i>	228
A. Le pouvoir constituant colonial	228
B. Le pouvoir constituant démocratique	230
C. Le pouvoir constituant autocratique	231
D. Le pouvoir constituant de type révolutionnaire : le cas des conférences nationales	233
§ 2. <i>La production par le pouvoir constituant dérivé :</i> <i>confusion entre établissement et révision de la constitution</i>	235
A. Position du problème.....	236
B. Le processus de révision de la constitution.....	238
1. L'initiative du projet de texte de révision	238
2. L'adoption du projet de texte de révision.....	239
3. L'approbation du projet de texte de révision.....	240
4. La promulgation de la loi de révision par le président de la République.....	240

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

C. Limites à la révision	241
1. Les limites normatives ou circonstanciées de la révision constitutionnelle	241
a. Limites tenant à l'objet de certaines normes	241
b. Limites circonstanciées.....	242
2. Conséquence de la limitation du champ de la révision : le contrôle de la constitutionnalité de la loi de révision constitutionnelle	244
§ 3. <i>La production constitutionnelle dans le cadre de processus politico-diplomatiques de règlement des crises politiques</i>	245
A. Le compromis constitutionnel	245
B. Les conventions de la constitution.....	246
Section 2. Une production constitutionnelle ouverte dans ses sources doctrinales et normatives	246
§ 1. <i>Les déterminants du libéralisme constitutionnel africain</i>	247
A. L'influence du contexte international de la fin de la décennie 1980	247
B. Les sources d'inspiration des constituants africains	248
§ 2. <i>La réception ou transposition des principes constitutionnels et démocratiques de production internationale</i>	248
A. Les normes constitutionnelles d'origine internationale	249
B. Le contrôle du respect des normes constitutionnelles d'origine internationale par le juge régional africain	251
CHAPITRE 2. LE CONSTITUTIONNALISME DE TRANSITION OU POST-CONFLIT	257
ALAIN-GUY SIPOWO	
Section 1. La contestation autoritaire de l'ordre politique préexistant	261
§ 1. <i>La personification du pouvoir constituant transitionnel</i>	261
A. L'illégalité formelle du pouvoir constituant transitionnel	262
B. La légitimation par les motifs.....	265
§ 2. <i>L'exercice absolu du pouvoir transitionnel</i>	266
A. La concentration des pouvoirs exécutif et législatif	267
B. L'affaiblissement du contrôle de l'exercice du pouvoir transitionnel.....	269
Section 2. La contestation consensuelle de l'ordre préexistant	270
§ 1. <i>Les fonctions constitutionnelles des accords de transition</i>	270
A. La redéfinition des conditions de transfert du pouvoir	270
B. L'élaboration d'une nouvelle constitution	273
1. Les transitions d'exclusion	273
2. Les transitions de réconciliation.....	276
§ 2. <i>La valeur des accords de transition</i>	278
A. L'identité et la légitimité du constituant transitionnel	279
B. Le constitutionnalisme de transition entre suprématie et fragilité	281
1. Les garanties externes : l'appui de la communauté internationale	281
2. La garantie interne : primauté de la constitution et contrôle de constitutionnalité	282

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 3.	
JUSTICE TRANSITIONNELLE ET CONSTITUTION	287
	XAVIER PHILIPPE
Section 1. Une définition de la justice transitionnelle.....	288
Section 2. Le contenu de la justice transitionnelle :	
les « piliers » de la justice transitionnelle	290
§ 1. <i>La recherche de la vérité</i>	291
§ 2. <i>L'identification des responsabilités</i>	292
§ 3. <i>La définition de programmes de réparation</i>	294
§ 4. <i>La recherche d'une garantie de non-répétition des violations commises</i>	295
§ 5. <i>La promotion de la réconciliation nationale</i>	296
Section 3. La justice transitionnelle replacée dans le cadre constitutionnel.....	298
§ 1. <i>L'apport du cadre constitutionnel de la transition à la justice transitionnelle</i>	298
§ 2. <i>L'apport de la justice transitionnelle au cadre constitutionnel</i>	301
CHAPITRE 4.	
LE CHOIX DES GOUVERNANTS : LES ÉLECTIONS EN AFRIQUE	303
	NACER-EDDINE GHOZALI
Section 1. L'adhésion de principe des Etats africains	
au système démocratique	305
§ 1. <i>Un processus contextualisé</i>	306
A. Les contraintes politiques internes : La crise de légitimité.....	306
B. les contraintes juridiques internationales	307
1. Le droit des Etats à des élections libres en droit international :	
le <i>jus cogens</i> du droit à des élections libres	307
2. Le droit à la démocratie comme un droit de l'homme.....	308
C. Les exigences des bailleurs de fonds : la conditionnalité démocratique	309
§ 2. <i>Une adhésion biaisée des Etats africains aux valeurs de la démocratie</i>	310
A. L'échec des conférences nationales.....	310
B. La prudence consécutive de l'OUA.....	311
1. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples	311
2. La Déclaration sur la situation politique et socio-économique en Afrique	
et les changements fondamentaux qui se produisent dans le monde.....	311
Section 2. Le processus normatif de consécration des principes	
de la légitimité démocratique au sein de l'OUA	312
§ 1. <i>L'adhésion aux normes de la gouvernance démocratique</i>	312
A. La Déclaration et le Plan d'action de Grande Baie (Maurice).....	312
B. Le rejet des ruptures anticonstitutionnelles de gouvernement	313
1. La Décision d'Alger.....	313
2. La Déclaration sur le cadre pour une réaction de l'OUA	
face aux changements anticonstitutionnels de gouvernement.....	314

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

§ 2. <i>Le processus de consécration juridique des principes de la gouvernance démocratique</i>	315
A. L'Acte constitutif de l'Union africaine (UA)	316
B. La Déclaration sur la gouvernance démocratique, politique et économique et des entreprises.....	316
C. Le Protocole d'accord sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA).....	317
D. Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique	318
1. Les principes et leur conformité aux recommandations du Comité des droits de l'homme des Nations Unies (CDH)	319
2. Responsabilités et obligations des Etats membres en matière de droits et libertés politiques	319
§ 3. <i>La codification des principes de la gouvernance électorale démocratique. La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG)</i> ..	320
A. La normativisation des principes de la légitimité démocratique.....	320
B. La centralité des processus électoraux au cœur du dispositif de la transition démocratique	320
1. Les obligations des Etats parties	321
2. Les facultés laissées aux Etats pour améliorer leur dispositif électoral.....	321
C. Changements anticonstitutionnels et élections	322
Section 3. Heurs et malheurs des pratiques électorales en Afrique.....	324
§ 1. <i>Des pratiques électorales incertaines</i>	324
A. Des pratiques électorales contrastées	324
B. Des pratiques électorales biaisées.....	325
§ 2. <i>Tensions et violences électorales</i>	325
A. Le temps des tensions et violences électorales	326
1. En amont.....	326
2. Le jour de l'élection	328
3. En aval des élections.....	328
B. Causes des violences électorales	330
1. Les enjeux du temps électoral	330
2. Les carences de la gouvernance politique	330
3. Les insuffisances de la gestion électorale.....	331
4. Les irrégularités électorales.....	332
Section 4. Tentatives d'amélioration des processus électoraux.....	333
§ 1. <i>Assistance internationale aux processus électoraux</i>	333
A. Assistance technique	334
B. Assistance financière.....	334
§ 2. <i>La garantie des processus électoraux libres. L'observation et le suivi des élections</i>	336
A. L'importance de l'observation et du suivi de élections	336

TABLE DES MATIÈRES

B. Conditions de l'observation et du suivi des élections	337
1. L'évaluation préalable du processus électoral.....	337
2. Droits et responsabilités des missions d'observation et de surveillance.....	338
C. Aléas de l'observation électorale.....	339
1. Cas des Missions d'observation électorale de l'Union Européenne (MOE-UE).....	339
2. Cas des Missions d'observation électorale de l'UA (MOE-UA).....	340
§ 3. <i>L'assistance des Nations Unies aux processus électoraux</i>	342
A. Un bilan mitigé dans le cadre des opérations de maintien de la paix (OMP).....	342
1. L'exemple de la MINUSCA	342
2. L'exemple de la MONUC/MONUSCO	343
B. La certification des processus électoraux par les Nations Unies. L'ONUCI.....	344
§ 4. <i>Persistance des difficultés de mise en œuvre de la gouvernance démocratique et électorale et réactions de l'Union africaine :</i> <i>Le Rapport du Groupe des Sages de l'Union africaine</i>	345
A. Recommandations de l'UA en faveur de la promotion de son rôle dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits et de la violence politique résultant des élections	345
B. Mécanismes de prévention des conflits électoraux : Le système continental d'alerte rapide.....	346
C. Gouvernance et administration électorale.....	346
D. Coopération et partenaires internationaux.....	347
E. Interventions stratégiques du Groupe des Sages	347
CHAPITRE 5.	
LA MISE HORS LA LOI DES CHANGEMENTS ANTICONSTITUTIONNELS EN AFRIQUE.....	351
	BLAISE TCHIKAYA
Section 1. Les changements anticonstitutionnels de gouvernement sont hors la loi : les bases du droit applicable	354
§ 1. <i>Les fondements internes de l'interdiction</i>	355
§ 2. <i>Les fondements à caractère régional et universel de l'interdiction</i>	357
Section 2. Le contrôle de la régularité du changement de gouvernement	360
§ 1. <i>La régularité obligatoire de la procédure démocratique s'oppose au changement anticonstitutionnel</i>	360
§ 2. <i>Les sanctions applicables aux changements anticonstitutionnels de gouvernement</i>	363

**DEUXIÈME PARTIE.
EVOLUTION HISTORIQUE**

TITRE I.

LE CONSTITUTIONNALISME DE LA PÉRIODE COLONIALE

CHAPITRE 1. L'ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE DANS LES PAYS AFRICAINS SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE.....	373
BOUBACAR BA	
Section 1. L'illusion d'un constitutionnalisme propre aux colonies	380
§ 1. <i>Un déni de normativité constitutionnelle</i>	380
A. Une interdiction formellement proclamée.....	381
B. Une primauté entretenue de l'ordre juridique colonial	383
§ 2. <i>Une limitation précaire du pouvoir</i>	388
A. Un cantonnement organique factice	388
B. Un dispositif de contrôle aléatoire.....	390
Section 2. L'affirmation d'un véritable constitutionnalisme propre aux colonies	392
§ 1. <i>L'essence d'un constitutionnalisme endogène</i>	392
A. La part déterminante de l'oralité	393
B. La part fortuite de l'écrit.....	396
§ 2. <i>La présence d'un constitutionnalisme exogène</i>	397
A. La prise en compte soutenue des colonies dans le constitutionnalisme métropolitain.....	397
B. La (dis)continuité du constitutionnalisme d'emprunt	400
CHAPTER 2. EVOLUTION OF CONSTITUTIONAL LAW IN FORMER BRITISH COLONIES.....	403
VERALINE NCHOTU MINANG	
Section 1. Constitutional law as an idea.....	408
§ 1. <i>The "birth" of constitutional law through the adoption of independence constitutions</i>	409
§ 2. <i>The "Notion" of constitutional law embodied in independence constitutions</i>	412
§ 3. <i>Post-Independence Constitutions - Another developmental phase of constitutional law?</i>	418
A. Ideological split.....	420
B. Militarism and constitutional law development.....	426
Section 2. Transformative processes of Constitutional law.....	430
§ 1. <i>The Constitution as a jurisprudential act</i>	431
§ 2. <i>Constitutional law as normative and substantive law</i>	433

TABLE DES MATIÈRES

TITRE II.

LE CONSTITUTIONNALISME DES INDÉPENDANCES AUX RUPTURES POLITIQUES
ET CONSTITUTIONNELLES DU DÉBUT DES ANNÉES 1990/2000

CHAPITRE 1.

LOGIQUES RÉVOLUTIONNAIRES :

CONFÉRENCES NATIONALES ET ÉVOLUTIONS CONSTITUTIONNELLES437

SÉBASTIEN YÉDOH LATH

Section 1. La procédure des conférences nationales437

§ 1. *La convocation de la conférence nationale par le pouvoir*438

§ 2. *La préparation des assises de la conférence nationale
par un comité institué par le pouvoir*439

§ 3. *Le déroulement des assises de la conférence nationale conformément
à un règlement intérieur proclamant sa souveraineté*441

Section 2. La portée des conférences nationales442

§ 1. *Les problèmes d'ordre théorique : l'idée de la conférence nationale*442

§ 2 *Les problèmes d'ordre pratique : fonctions politiques et sociales
de la conférence nationale*445

A. Une fonction principale d'ordre politique : les résultats politiques mitigés
des assises de la conférence nationale445

B. Une fonction accessoire d'ordre social : la nécessaire reconstruction
du consensus national449

CHAPITRE 2.

LOGIQUES RÉFORMISTES : CHANGEMENTS CONSTITUTIONNELS

ET ÉVOLUTIONS CONSTITUTIONNELLES451

SÉBASTIEN YÉDOH LATH

Section 1. Les procédés constitutionnels utilisés.....451

§ 1. *Le procédé de la révision constitutionnelle*451

A. La mise en œuvre de la révision constitutionnelle.....452

1. La nécessité de l'adaptation aux changements politiques452

2. Les acteurs de la révision : la pression des forces socio-politiques
sur les instances gouvernantes453

B. Les modalités de la révision constitutionnelle454

1. Le recours habituel à la « révision partielle » de la constitution455

a. La consolidation du régime politique par des recours fréquents
à la révision partielle de la constitution : le cas de la Tunisie455

b. La déstabilisation du régime politique du fait des recours fréquents
à la révision de la constitution : le cas de la Côte d'Ivoire.....457

Une déstabilisation résultant de l'inflation des révisions formelles457

Une déstabilisation liée aux incertitudes des révisions informelles459

2. Le recours déviationniste à la « révision – abrogation » de la constitution :
la révision du 18 janvier 1996 au Cameroun.....460

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

§ 2. <i>Le procédé de l'établissement d'une nouvelle constitution</i>	462
A. Le contexte général de l'établissement des nouvelles constitutions	463
1. La fièvre constitutionnelle des années 1990.....	463
2. Le renouveau du constitutionnalisme africain.....	465
B. La procédure d'établissement des nouvelles constitutions	466
1. La pratique de la négociation constitutionnelle : la conquête du pouvoir constituant par le peuple	466
2. L'adoption du texte de la constitution : l'exercice du pouvoir constituant par le peuple.....	468
Section 2. L'influence des différents procédés constitutionnels sur le processus de démocratisation	470
§ 1. <i>Une influence variable selon les procédés utilisés</i>	470
A. L'influence accrue de l'établissement d'une nouvelle constitution.....	470
1. Le recours aux procédés démocratiques d'établissement de la constitution.....	471
2. La tendance à la démocratisation des systèmes constitutionnels.....	473
B. L'influence modérée de la révision constitutionnelle	474
1. La révision constitutionnelle tenue par la nécessité de continuité politique	474
2. Effets limités de la révision constitutionnelle sur le processus démocratique	475
§ 2. <i>Une influence tributaire des interactions politiques</i>	477
A. Les interactions liées au contexte de la démocratisation : l'influence du processus démocratique sur les procédés constitutionnels	477
1. Une influence relative dans les situations de crise politique armée.....	477
2. Une influence ambivalente dans les situations de contestation démocratique....	478
B. Les interactions liées à l'ordre international : l'influence des standards constitutionnels	480
1. L'influence des standards constitutionnels sur l'autonomie constitutionnelle des Etats africains	480
2. L'influence des standards constitutionnels sur le constitutionnalisme africain ..	483
CHAPITRE 3.	
FLUX ET REFLUX DU CONSTITUTIONNALISME AFRICAIN DEPUIS LES ANNÉES 1990	
Section 1. Les mutations politiques et constitutionnelles récentes en Afrique du Nord	485
AHMED MAHIU	
§ 1. <i>L'évolution politique et constitutionnelle de l'indépendance aux années 1990</i>	488
A. La monarchie autoritaire marocaine	489
B. L'expérience du parti unique socialiste en Algérie.....	492
C. Le système autoritaire personnalisé tunisien	496
§ 2. <i>Les ruptures ou changements intervenus dans les Etats maghrébins</i>	500
A. Les prémisses de la rupture algérienne.....	500
B. L'incertain printemps tunisien.....	505
C. La réforme conservatrice marocaine.....	510

TABLE DES MATIÈRES

Section 2. Les remises en cause des droits constitutionnels : vers une généralisation d'une démocratie constitutionnelle de façade en Afrique....	519
MADJID BENCHIKH	
§ 1. <i>Eléments pour une définition de la notion de démocratie de façade</i>	521
A. Le dispositif constitutionnel des démocraties de façade.....	522
B. La création des instruments indispensables à la mise en œuvre des principes et règles démocratiques.....	527
§ 2. <i>Le dispositif démocratique perverti par la pratique politique dans les systèmes politiques africains : la démocratie de façade.</i>	532
A. La perversion des systèmes politiques par l'emprise de l'armée.....	535
B. Les méthodes de perversion des principes démocratiques dans les démocraties de façade	536
CHAPTER 4.	
THE HISTORY OF THE CONSTITUTIONAL EVOLUTION OF THE LUSOPHONE AFRICAN STATES.....	
	543
FERNANDO LOUREIRO BASTOS	
Section 1. Overview	543
§ 1. <i>Basic data about Lusophone Africa</i>	543
§ 2. <i>Constitutional texts in force and the influence of the 1976 Portuguese Constitution</i>	544
§ 3. <i>Three approaches to the history of the constitutional evolution of the Portuguese-speaking African States</i>	546
Section 2. Angola.....	548
§ 1. <i>Historical introduction</i>	548
§ 2. <i>Constitutional Law of 1975</i>	548
§ 3. <i>Constitutional Laws of 1991 and 1992</i>	549
§ 4. <i>Constitution of 2010</i>	550
Section 3. Cape Verde.....	551
§ 1. <i>Historical introduction</i>	551
§ 2. <i>Law on the Political Organization of the State of 1975</i>	552
§ 3. <i>Constitution of 1980</i>	552
§ 4. <i>Constitution of 1992</i>	553
Section 4. Guinea-Bissau	553
§ 1. <i>Historical introduction</i>	553
§ 2. <i>Constitution of 1973</i>	553
§ 3. <i>Constitution of 1984</i>	554
Section 5. Mozambique.....	555
§ 1. <i>Historical introduction</i>	555
§ 2. <i>Constitutional Law of 1975</i>	556
§ 3. <i>Constitution of 1990</i>	556

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

§ 4. <i>Constitution of 2004</i>	557
Section 6. São Tomé and Príncipe.....	558
§ 1. <i>Historical introduction</i>	558
§ 2. <i>Constitution of 1975</i>	559
§ 3. <i>Constitution of 1990</i>	559

**TROISIÈME PARTIE.
INSTITUTIONS ET POUVOIRS CONSTITUTIONNELS**

CHAPITRE INTRODUCTIF.

LA SÉPARATION DES POUVOIRS EN DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN563

LIONEL PIERRE GUESSELE ISSEME ET FRANC DE PAUL TETANG

Section 1. L'évanescence de l'idée de tripartition équilibrée des pouvoirs.....	567
§ 1. <i>La subordination du pouvoir législatif au pouvoir exécutif</i>	567
A. L'absence de garantie de l'indépendances des pouvoirs législatif et exécutif.....	568
B. L'ascendance de l'exécutif sur le législatif.....	571
§ 2. <i>L'inféodation du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif</i>	573
A. L'indépendance relative de la justice par rapport aux organes politiques	573
B. La faible emprise de la justice sur les organes politiques	574
Section 2. L'émergence d'un droit à l'organisation équilibrée de la tripartition des pouvoirs.....	576
§ 1. <i>L'affirmation de la séparation des pouvoirs comme droit subjectif</i>	577
A. La consécration implicite de la séparation des pouvoirs comme droit fondamental	577
B. La consécration explicite de la séparation des pouvoirs comme droit fondamental	579
§ 2. <i>L'application des sanctions juridictionnelles à la violation de la séparation des pouvoirs</i>	581
A. L'invalidation d'actes juridiques portant atteinte à la séparation des pouvoirs	581
B. La réparation d'un dommage du fait de la violation de la séparation des pouvoirs	583

TITRE I.

LE POUVOIR EXÉCUTIF

CHAPITRE INTRODUCTIF.

LE POUVOIR EXÉCUTIF DANS LES RÉGIMES POLITIQUES

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.....587

CLAUDE F. MOMO, JOHN RICHARD KEUDJEU DE KEUDJEU,
BEGNI BAGAGNA, ÉRIC ADOL T. GATSI

Section 1. Signification du pouvoir exécutif	589
Section 2. Contenu du pouvoir exécutif	589

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1. L'EXÉCUTIF EN RÉGIME PRÉSIDENTIEL DANS LES ÉTATS D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE	595
BEGNI BAGAGNA	
Section 1. Un pouvoir complexe	601
§ 1. <i>La stabilité structurelle</i>	601
A. Un exécutif monocéphale de principe	602
B. Un exécutif bicéphale de pure forme	603
§ 2. <i>La mutation structurelle</i>	604
A. Le président de la République	604
B. Le vice-président de la République	606
C. Le gouvernement	607
Section 2. Un pouvoir ambigu	609
§ 1. <i>L'appropriation par l'exécutif en régime présidentiel des techniques du parlementarisme</i>	609
A. L'instrumentalisation de la responsabilité gouvernementale	610
B. L'instrumentalisation du droit de dissolution	611
§ 2. <i>La subversion du modèle classique de l'exécutif en régime présidentiel</i>	612
A. Le déséquilibre des pouvoirs et l'affaiblissement des contre-pouvoirs	613
B. L'atténuation du déséquilibre des pouvoirs par les accords politiques	615
CHAPITRE 2. L'EXÉCUTIF DUALISTE DANS LES RÉGIMES POLITIQUES DES ÉTATS D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE	619
CLAUDE F. MOMO ET ERIC-ADOL T. GATSI	
Section 1. Un hyper-présidentialisme possiblement tempéré	623
§ 1. <i>L'hypertrophie présidentielle ou le presidentialisme des régimes politiques africains</i>	624
A. Le bicéphalisme apparent ou la domination de l'exécutif par le président de la République	624
B. Le statut privilégié du président de la République	627
1. L'improbable responsabilité juridique et politique du président de la République	627
2. La réelle emprise de jure et de facto sur les autres pouvoirs	632
§ 2. <i>Le développement progressif de contre-pouvoirs</i>	634
A. L'efficacité mitigée des contre-pouvoirs institutionnels	635
1. La cohabitation conflictuelle	635
2. L'efficacité relative de la justice constitutionnelle	636
B. L'émergence de contre-pouvoirs non institutionnels	638
1. L'arbitrage du fait politique	638
2. Les soulèvements populaires, ultime rempart	639
Section 2. Des rapports déséquilibrés	641
§ 1. <i>Les leviers d'action du gouvernement sur les autres pouvoirs</i>	641

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

A. La mainmise du gouvernement sur l'action du parlement.....	641
B. L'influence du gouvernement sur la justice.....	644
§ 2. <i>L'incertitude des contrepoids</i>	646
A. L'hypothétique responsabilité politique du gouvernement devant le parlement.....	646
1. Les moyens théoriques de mise en œuvre de la responsabilité politique du gouvernement.....	647
2. Les obstacles à la mise en œuvre de la responsabilité politique du gouvernement.....	648
B. La nébuleuse responsabilité judiciaire des membres du gouvernement.....	650

TITRE II.

LE POUVOIR LÉGISLATIF

CHAPITRE 1.	
LE POUVOIR LÉGISLATIF EN AFRIQUE.....	655
	MEÏSSA DIAKHATE
Section 1. Une structure variable.....	659
§ 1. <i>Un monocalaméralisme justifié</i>	659
§ 2. <i>Un bicaméralisme controversé</i>	663
Section 2. Une autonomie fonctionnelle.....	667
§ 1. <i>Un statut protecteur</i>	667
§ 2. <i>Des organes propres</i>	671
CHAPITRE 2.	
LA LOI EN DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN.....	677
	CLAUDE F. MOMO
Section 1. La majesté de la loi.....	683
§ 1. <i>L'érection de la majesté de la loi</i>	684
A. La consécration de la majesté de la loi.....	685
B. L'affirmation de la sacralité de la loi.....	688
§ 2. <i>La sublimation de la loi</i>	691
A. De la justiciabilité des lois constitutionnelles et du contrôle des actes réglementaires.....	691
B. La théorie de la loi-écran.....	695
C. La loi modèle, expression normative de la sublimation.....	698
Section 2. Le déclin de la loi.....	699
§ 1. <i>La loi concurrencée</i>	699
A. La loi concurrencée dans la production du droit au plan national.....	699
B. La loi concurrencée dans son application.....	704
§ 2. <i>La loi minorée</i>	707
A. La minoration de la loi dans le processus de production.....	707
B. La soumission de la volonté générale quant à son application.....	712

TABLE DES MATIÈRES

TITRE III.
LE POUVOIR JUDICIAIRE

CHAPTER 1.
THE JUDICIAL POWER IN THE COMMON LAW SYSTEM:
AFRICAN EXPERIENCES 721

E. H. NGWA NFOBIN

Section 1. The manifestation of a common vision of the judiciary 724

 § 1. *States with a judicial power* 725

 A. Direct embodiment..... 726

 B. Indirect embodiment..... 727

 § 2. *States with a judiciary of alternative designation* 728

Section 2. The significance of the common vision..... 730

 § 1. *The independence of the judiciary*..... 731

 A. Institutional independence..... 733

 1. External independence 733

 2. Internal independence 733

 3. Financial independence..... 734

 B. Individual independence..... 735

 1. Protection against individual harassment from the other organs
 of government..... 735

 a. Security of tenure 736

 b. Transfer..... 736

 2. Protection against individual judicial harassment by litigants..... 737

 § 2. *Limits*..... 738

 A. Legal causes 738

 1. The Executive 738

 2. The Legislature 739

 a. Untimely amendments 739

 b. Ouster clauses 740

 B. Non-legal causes..... 740

 1. Judicial practices..... 741

 a. The Doctrine of Act of State 741

 b. Other self-administered forms of surrender of jurisdiction 741

 2. Other non-legal causes 742

 a. The nature of the profession of judge..... 742

 b. The lack of means 743

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

CHAPITRE 2.
LE POUVOIR JUDICIAIRE
DANS LES SYSTÈMES D'INSPIRATION CIVILISTE 745
SIDY ALPHA NDIAYE

Section 1. Les anachronismes du statut institutionnel du pouvoir judiciaire..... 749

§ 1. *Le statut protéiforme du juge* 749

A. La justice dans l'imaginaire sociétal africain 749

B. Le caractère incantatoire de la séparation des pouvoirs..... 753

§ 2. *La rhétorique de l'indépendance du juge*..... 756

A. Les linéaments de la recherche de l'indépendance du juge 756

B. Les obstacles structurels à la réalisation de l'indépendance du juge 759

Section 2. Le relativisme juridique des fonctions du pouvoir judiciaire 762

§ 1. *Pouvoir judiciaire et démocratie : une ambivalence in abstracto* 762

A. La contradiction présomptive entre pouvoir judiciaire et démocratie..... 762

B. La congruence substantielle entre pouvoir judiciaire et démocratie 765

§ 2. *Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux : une crise de valeurs située* 768

A. La rupture épistémologique entre justice africaine et droits fondamentaux 768

B. La rupture fonctionnelle entre justice africaine et droits fondamentaux 771

**QUATRIÈME PARTIE.
JUSTICE CONSTITUTIONNELLE**

CHAPITRE INTRODUCTIF.
JURIDICTIONS ET JUSTICE CONSTITUTIONNELLE
EN AFRIQUE 779
AHMED SALEM OULD BOUBOUTT

Section 1. Le développement de la justice constitutionnelle en Afrique 780

§ 1. *La notion de juridiction constitutionnelle*..... 780

A. Définition 780

B. Classification 781

§ 2. *L'évolution de la juridiction constitutionnelle en Afrique* 781

A. les juridictions constitutionnelles africaines à l'heure du « mimétisme constitutionnel » et des régimes militaires 782

B. Le renouveau de la justice constitutionnelle en Afrique 783

Section 2. L'organisation et le fonctionnement des juridictions constitutionnelles africaines..... 784

§1. *Le remodelage des juridictions constitutionnelles africaines* 784

A. La réforme des dispositifs de justice constitutionnelle dans les pays africains de succession juridique française et belge..... 784

B. La réforme des dispositifs de justice constitutionnelle dans les autres pays africains 785

§ 2. *Le réaménagement fonctionnel des juridictions constitutionnelles africaines*..... 786

TABLE DES MATIÈRES

A. L'état du droit antérieur.....	787
B. Les nouvelles règles d'organisation et de fonctionnement	788
Section 3. La place des juridictions constitutionnelles dans l'ordonnement juridique et institutionnel des Etats africains.....	790
§ 1. <i>L'effectivité relative des juridictions constitutionnelles africaines</i>	790
A. Des juridictions constitutionnelles davantage ancrées dans le contexte des pays africains en phase de transition démocratique	791
B. Des juridictions constitutionnelles davantage influentes sur l'ordonnement juridique et la scène politique des pays africains	792
§ 2. <i>La fragilité accrue des juridictions constitutionnelles africaines</i>	794
A. La persistance du rapport de dépendance à l'égard du pouvoir exécutif	795
B. L'exacerbation des enjeux politiques de la justice constitutionnelle en Afrique ..	795

TITRE 1.

LES INSTITUTIONS DE LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE

CHAPITRE 1.

L'INDIFFÉRENCIATION DES JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES
PAR RAPPORT AUX JURIDICTIONS ORDINAIRES.

CAS DES COURS SUPRÊMES.....	801
-----------------------------	-----

MOUNA KRAÏEM DRIDI

Section 1. L'indifférenciation structurelle	804
§ 1. <i>Le schéma organisationnel</i>	804
§ 2. <i>Le statut des magistrats</i>	806
Section 2. L'indifférenciation fonctionnelle.....	808
§ 1. <i>La saisine des cours suprêmes en matière constitutionnelle</i>	808
A. Auteurs de la saisine.....	808
B. Objet de la saisine.....	809
§ 2. <i>Les effets du contrôle</i>	811

CHAPITRE 2.

LA JURIDICTION CONSTITUTIONNELLE, UNE JURIDICTION SPÉCIFIQUE.

CAS DES COURS CONSTITUTIONNELLES ET DES CONSEILS CONSTITUTIONNELS ...	815
---	-----

Wafa ZAAFRANE ANDOULSI

Section 1. L'organisation	816
§ 1. <i>Des juridictions spéciales</i>	817
A. La séparation organique de la hiérarchie des juridictions ordinaires	817
B. La démarcation matérielle des juridictions constitutionnelles spécifiques	820
§ 2. <i>Des juridictions autonomes</i>	823
A. L'autonomie administrative et financière.....	824
1. L'autonomie administrative	824
2. L'autonomie financière	826
B. L'autonomie réglementaire.....	828

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

Section 2. La composition.....	829
§ 1. <i>Le choix des membres</i>	829
A. Le nombre des juges.....	829
B. Les critères de choix des juges	831
§ 2. <i>Les modes de désignation</i>	834
A. Les modes de désignation des membres.....	834
B. Les modes de désignation du président	838
Section 3. L'indépendance des membres	839
§ 1. <i>Le mandat</i>	839
A. La durée du mandat.....	839
B. Le régime des incompatibilités.....	841
§ 2. <i>La protection statutaire du juge</i>	843
A. L'immunité.....	843
B. Les règles de révocation	846

TITRE II. LE CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL

CHAPITRE 1.

CHAMP DE COMPÉTENCE CONTENTIEUSE	851
--	-----

Section 1. Le contrôle de la constitutionnalité des lois dans les pays francophones.....	851
---	-----

NADIA AKACHA

§ 1. <i>Le contrôle de constitutionnalité a priori</i>	852
A. Les autorités de saisine.....	852
B. Les lois contrôlées	853
1. Les lois constitutionnelles.....	853
2. Les lois ordinaires et organiques.....	858
a. Les lois organiques.....	858
b. Les lois ordinaires	859
C. La sanction de l'inconstitutionnalité.....	860
§ 2. <i>Le contrôle de constitutionnalité a posteriori</i>	861
A. Le contrôle par voie d'action.....	861
B. Le contrôle par voie d'exception	862
C. Le recours constitutionnel	866

Section 2. Heurs et malheurs du contentieux électoral en Afrique : étude comparée du droit électoral processuel africain	868
---	-----

ERIC-ADOL T. GATSI

§ 1. <i>Le régime versatile des règles procédurales</i>	873
A. L'entrée dans le procès électoral : entre rigueur législative et interprétation jurisprudentielle	874
1. L'appréciation rigoureuse des conditions de recevabilité objectives ou l'imparfait équilibre entre droit procédural et droit substantiel.....	874

TABLE DES MATIÈRES

2. La variable institution des conditions de recevabilité subjectives : entre ouverture et restriction du droit de saisine	876
B. L'insatisfaisant déroulement de l'instance.....	878
1. L'instruction : la difficile preuve de l'irrégularité électorale	878
2. L'épineuse question des délais.....	880
§ 2. <i>L'oscillante mise en œuvre de leurs pouvoirs par les juges électoraux</i>	884
A. La tendance majoritaire : le juge prudent et/ou servile.....	884
1. Le juge servile.....	884
2. Le juge prudent	887
B. La tendance minoritaire : le juge hardi et offensif.....	889
1. La satisfaisante protection des principes du droit électoral	889
2. La courageuse mise en œuvre des pouvoirs de décision par les juges électoraux.....	891
Section 3. Régulation des pouvoirs	892
MOHAMED BOUSOLTANE	
§ 1. <i>Définition de la régulation des pouvoirs</i>	893
§ 2. <i>Conditions de la régulation</i>	894
A. Les variantes institutionnelles de la justice constitutionnelle	894
B. La représentativité équilibrée au sein des organes constitutionnels.....	895
§ 3. <i>Les moyens de la régulation</i>	898
A. La régulation par le contrôle de constitutionnalité et de conformité.....	898
B. La régulation par la résolution des conflits d'attribution	899
C. La régulation par l'intervention dans les périodes de crises entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.....	900
CHAPITRE 2.	
LES RÈGLES DU CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL	903
BENJAMIN BOUMAKANI	
Section 1. Les conditions de recevabilité et le déclenchement du procès constitutionnel	906
§ 1. <i>Les conditions de recevabilité tenant au requérant</i>	906
A. la diversité des requérants et la capacité d'agir devant le juge constitutionnel.....	906
1. La saisine par les autorités publiques	907
a. La saisine facultative.....	907
b. La saisine obligatoire	908
2. La saisine directe et indirecte ouverte aux particuliers et aux justiciables.....	910
3. Le pouvoir d'autosaisine du juge constitutionnel.....	912
B. La représentation du requérant par ministère d'avocat ou par une autre personne	912
C. L'intérêt donnant qualité à agir.....	913

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

§ 2. <i>Les conditions de recevabilité tenant au recours</i>	914
A. Les exigences formelles du recours.....	914
1. Les exigences formelles tenant au signataire du recours.....	914
2. Les exigences formelles tenant au recours	915
B. Le délai de recours	915
1. L'absence de délai de saisine	915
2. L'exigence du respect des délais de saisine	916
Section 2. Le traitement de la saisine recevable dans le procès constitutionnel.....	917
§ 1. <i>L'instruction des recours</i>	917
A. La singularité du principe du contradictoire dans le contentieux constitutionnel.....	917
B. L'application du principe du contradictoire.....	918
1. La désignation du rapporteur	918
2. Le rôle du rapporteur.....	918
§ 2. <i>La décision du juge constitutionnel</i>	919
A. Le délai pour statuer	919
B. Le délibéré et l'audience.....	920
C. L'autorité juridictionnelle des décisions.....	922
1. L'impossible contestation des décisions de la juridiction constitutionnelle	922
2. L'effet des décisions en fonction de leur nature et des matières auxquelles elles s'appliquent	923
CHAPITRE 3. A PROPOS DE L'INTERPRÉTATION DES CONSTITUTIONS PAR LE JUGE CONSTITUTIONNEL D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE : ESSAI D'UNE « THÉORIE » DE L'INTERPRÉTATION CONSTITUTIONNELLE	927
FRANC DE PAUL TETANG	
Section 1. Le recours principal à l'interprétation analogique	930
§ 1. <i>Interprétation constructiviste et autolimitation du juge constitutionnel :</i> <i>le choix d'une audace constitutionnelle mesurée</i>	931
A. L'interprétation constructiviste additive.....	932
B. L'interprétation constructiviste substitutive	934
§ 2. <i>Interprétation constitutionnelle essentialiste et pesanteurs métajuridiques :</i> <i>le choix d'une audace constitutionnelle assumée</i>	935
A. Une interprétation-révélatrice de l'esprit général de la constitution.....	936
B. Une interprétation-protectrice des principes inhérents à l'identité constitutionnelle.....	937
Section 2. Le recours exceptionnel et ambivalent à l'interprétation réaliste	939
§ 1. <i>Interprétation constitutionnelle et circonstances exceptionnelles :</i> <i>le juge constitutionnel africain et le réalisme de crise</i>	939
A. Interprétation réaliste de la constitution et mise en œuvre contextualisée des dispositions constitutionnelles	939
B. Interprétation réaliste de la constitution et mise en œuvre conditionnée des dispositions constitutionnelles	941

TABLE DES MATIÈRES

§ 2. *Interprétation constitutionnelle et abus de droit constitutionnel :
le juge constitutionnel africain et le contournement de la constitution*942

A. L'interprétation de la constitution par une juridiction constitutionnelle
peut-elle être constitutive d'abus de droit constitutionnel ?942

B. Typologie des interprétations abusives des énoncés constitutionnels participant
au contournement de la constitution.....943

CINQUIÈME PARTIE.

DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT INTERNATIONAL

TITRE I.

RAPPORTS

ENTRE DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT INTERNATIONAL

CHAPITRE 1.

LE TRAITEMENT DU DROIT INTERNATIONAL

PAR LES DROITS ÉTATIQUES AFRICAINS953

JEAN MATRINGE

Section 1. La fabrique des conditions d'existence et d'efficacité juridiques
du droit international en droit interne.....956

§ 1. *L'établissement de l'existence et de l'invocabilité internes de l'élément
international*.....958

A. Les normes internationales coutumières.....959

B. Les normes internationales conventionnelles960

C. Les autres éléments du droit international965

§ 2. *L'établissement de la justiciabilité du litige*.....967

§ 3. *L'établissement de la place de l'élément international
dans l'ordre interne*969

A. Par rapport à la constitution.....969

B. Par rapport aux autres normes internes.....971

Section 2. L'établissement des modalités d'existence et d'efficacité juridiques
du droit international en droit interne africain.....974

§ 1. *L'application stricto sensu*974

A. L'application de la seule norme internationale.....975

B. L'application conjointe d'une norme internationale
et d'une norme interne976

§ 2. *L'interprétation*977

A. L'interprétation comme mode d'articulation du droit international
et du droit interne977

B. L'utilisation de l'interprétation par les juges africains978

§ 3 *La « prise en considération »*982

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

CHAPTER 2.
TREATIES AS A SOURCE OF LAW IN THE LUSOPHONE AFRICAN STATES.....987
FERNANDO LOUREIRO BASTOS

Section 1. Constitutional norms concerning the sources of International Law989

- § 1. *Angola*990
- § 2. *Cape Verde*.....991
- § 3. *Guinea-Bissau*992
- § 4. *Mozambique*993
- § 5. *São Tomé and Príncipe*994

Section 2. Treaty-making process in the constitutions
of the Lusophone African States995

- § 1. *Angola*996
- § 2. *Cape Verde*.....997
- § 3. *Guinea-Bissau*998
- § 4. *Mozambique*999
- § 5. *São Tomé and Príncipe*1000

TITRE II.

CONSTITUTIONNALISATION DU DROIT INTERNATIONAL

CHAPITRE 1.
CONSTITUTIONNALISATION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE1003

Section 1. The Constitution and Human Rights1003
CHRIS M. PETER

- § 1. *The constitution and constitutionalism*.....1004
 - A. Rule of Law1004
 - B. Independence of the Judiciary1005
 - C. Separation of powers1006
 - D. Other fundamental principles of constitutionalism.....1007
 - 1. Promotion of peace through unity, equality and justice1007
 - 2. Equal access to natural resources and guarantee of survival1008
 - 3. Respect for fundamental rights and freedoms1009
 - 4. Limited leadership1009
- § 2. *Promotion and protection of human rights on the continent*1010
 - A. Internal affairs and human rights.....1010
 - B. The African Charter on human and peoples' rights1012
 - C. The African Charter on the rights and welfare of the child1013
 - D. The Court Protocol.....1013
 - E. The Maputo Protocol, 20031014
 - 1. Struggle before the Protocol.....1015
 - 2. The road to the Protocol.....1016
 - 3. Salient features of the Protocol on the rights of women in Africa.....1017

TABLE DES MATIÈRES

F. The Bamako Convention, 1991.....	1019
G. Addressing serious crimes in Africa.....	1019
§ 3. <i>Straying away from constitutionalism in Africa</i>	1020
Section 2. La constitutionnalisation du droit international des droits de l'homme en Afrique	1023
MUTOY MUBIALA	
§ 1. <i>Les droits de l'homme dans le nouveau constitutionnalisme africain</i>	1023
A. Les droits de l'homme dans les transitions politiques en Afrique	1023
1. Contexte global et des relations internationales de l'Afrique.....	1023
2. Les droits de l'homme dans les processus de transition politique en Afrique	1025
B. Constitutionnalisation des droits de l'homme, entre codification et domestication	1026
§ 2. <i>La « constitutionnalisation-domestication » du DIDH en Afrique</i>	1028
A. La pratique des Etats africains.....	1028
1. Afrique de l'Ouest (études de cas : Bénin et Niger).....	1029
a. Le Bénin.....	1029
b. Le Niger	1030
2. Afrique de l'Est (étude de cas : l'Ethiopie)	1031
3. Afrique australe (Etude de cas : Afrique du Sud).....	1032
4. Afrique centrale (Etudes de cas : Cameroun et République démocratique du Congo)	1033
a. Cameroun.....	1033
b. République démocratique du Congo (RDC)	1034
5. Afrique du Nord (étude de cas : la Tunisie)	1035
B. Contentieux constitutionnel des droits de l'homme en Afrique.....	1036
1. L'application du DIDH par le juge constitutionnel africain	1037
2. Jurisprudence relative aux instruments universels relatifs aux droits de l'homme	1037
3. Jurisprudence relative à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.....	1038
Section 3. Droit international pénal et constitutions africaines	1041
SAM LYES	
§ 1. <i>Les principaux facteurs de pénétration du droit international dans les constitutions africaines</i>	1043
A. Les facteurs internes : l'aspiration constitutionnelle aux valeurs de justice pénale et de rejet de l'impunité	1043
B. Les facteurs externes : l'irruption spectaculaire de l'activité des juridictions pénales internationales sur le continent africain	1044
§ 2. <i>Les rapports des constitutions africaines avec le droit international pénal : entre adhésion et résistance</i>	1045
A. Les manifestations de l'introduction du droit international pénal dans les constitutions africaines	1046

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

1. L'introduction des crimes internationaux dans le régime constitutionnel de responsabilité pénale des chefs d'Etat.....	1046
2. La redéfinition des principes constitutionnels de la coopération pénale internationale	1049
B. Les manifestations de la résistance des constitutions africaines au droit international pénal	1051
1. La constitutionnalisation des processus de paix et de réconciliation nationale	1051
2. L'internationalisation des processus de paix et de réconciliation nationale.....	1052
CHAPITRE 2.	
CONSTITUTIONNALISATION DES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES ET DE LA GOUVERNANCE	1053
TIMOTHÉE FOMEGANG	
Section 1. La constitutionnalisation généralisée des principes démocratiques et de la gouvernance dans les Etats africains.....	1057
§ 1. <i>Le classicisme des procédés de constitutionnalisation</i>	1057
A. La technique du renvoi ou la constitutionnalisation indirecte	1057
B. La technique de la constitutionnalisation directe	1058
§ 2. <i>La prééminence supposée des principes constitutionnalisés de la démocratie et de la gouvernance</i>	1060
A. L'intangibilité des principes constitutionnalisés.....	1060
B. La garantie des principes par le juge constitutionnel.....	1061
Section 2. La constitutionnalisation fragilisée des principes démocratiques et de la gouvernance dans les Etats africains.....	1064
§ 1. <i>L'attachement factice des Etats africains à l'Etat de droit</i>	1064
A. L'instrumentalisation des constitutions.....	1065
B. La persistance de la confusion des pouvoirs.....	1067
C. La persistance de la corruption et du sous-développement.....	1069
§ 2. <i>La précarité des garanties supranationales</i>	1070
A. La politisation des garanties de l'Union africaine	1070
1. Les mesures contre l'Etat et les sanctions ciblées ou individuelles contre les responsables politiques	1071
2. L'intervention de l'Union africaine au sein des Etats	1072
B. La frilosité des garanties juridictionnelles	1074
1. La sanction à la carte des cours de justice des organisations communautaires d'intégration.....	1074
2. L'activité embryonnaire de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.....	1075

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 3.
CONSTITUTIONS AFRICAINES ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :
ESSAI DE TYPOLOGIE DU « BLOC CONSTITUTIONNEL ENVIRONNEMENTAL »
AFRICAIN.....1079
MAKANE MOÏSE MBENGUE

Section 1. L'érection de la protection de l'environnement *per se*
au rang de principe constitutionnel1082

§ 1. *L'érection directe de la protection de l'environnement*
à titre de principe directeur de l'ordre constitutionnel1082

§ 2. *L'érection indirecte de la protection de l'environnement*
à titre de principe directeur de l'ordre constitutionnel1085

Section 2. La transmutation de la protection de l'environnement
en droit fondamental : le droit à un environnement sain
dans les constitutions africaines1088

§ 1. *La conception africaine du droit à un environnement sain : un triptyque*.....1088

§ 2. *Les implications juridiques du droit à un environnement sain : une unité*1093

Section 3. La réception des principes du droit international de l'environnement
dans les constitutions africaines1098

TITRE III.

INTERNATIONALISATION DU DROIT CONSTITUTIONNEL

CHAPITRE 1.
L'INTERNATIONALISATION CONVENTIONNELLE.....1121
AHMED LARABA

Section 1. L'internationalisation conventionnelle dans les constitutions
des années 19601124

§ 1. *Le contexte*1124

§ 2. *Examen du contenu des constitutions de la décennie 1960*1125

A. Les différentes évocations de la Déclaration universelle.....1125

B. Le fondement ambivalent des rédactions adoptées1126

C. L'importance attribuée à la Déclaration universelle1127

§ 3. *Les conséquences sur le contenu des constitutions*.....1127

Section 2. L'internationalisation conventionnelle dans les constitutions
à partir de la décennie 1990 :
une internationalisation conventionnelle graduelle.....1129

§ 1. *Présentation du contexte juridique*.....1129

A. Le contexte interne1129

B. Le contexte conventionnel international1130

§ 2. *L'état de l'évolution de l'internationalisation conventionnelle*.....1130

A. Continuités et évolutions sur le plan formel ou rédactionnel.....1131

B. Continuités et évolutions sur le plan substantiel ou matériel1132

DROIT CONSTITUTIONNEL AFRICAIN

§ 3. <i>Les conséquences</i>	1134
A. Observations générales.....	1134
1. Remarques préliminaires.....	1134
2. Caractéristiques principales de l'internationalisation conventionnelle.....	1135
B. La coexistence d'instruments juridiques internationaux.....	1137
C. La gestion des problèmes dus à la coexistence des instruments internationaux.....	1140
1. A propos de la gestion constitutionnelle de la coexistence	1140
2. Aperçu sur la pratique jurisprudentielle	1141
CHAPITRE 2.	
LE RÔLE DES JURIDICTIONS RÉGIONALES	1143
	DELPHINE EDITH EMMANUEL
Section 1. La retenue	1150
§ 1. <i>Une retenue justifiée</i>	1150
§ 2. <i>Les manifestations de la retenue</i>	1153
Section 2. L'audace	1157
§ 1. <i>L'audace au plan formel</i>	1158
§ 2. <i>L'audace au plan matériel</i>	1167